L'université s'est remise au travail et nous avons su l'ouvrir sur la vie économique et sociale.

La formation professionnelle a connu un essor considérable.

La loi du 17 juillet 78 a aménagé le droit au congé formation, la prise en charge des stagiaires (qu'ils soient salariés, non salariés ou demandeurs d'emploi).
La voie de l'apprentissage, suivie de 200 000 jeunes a été rénovée.
Pour assurer une formation à tous les jeunes après les trois pactes nationaux pour l'emploi (qui ont permis à plus d'un million de jeunes de trouver du travail), nous mettons maintenant en œuvre un programme de cinq ans d'un coût total de plus de 10 milliards de francs.

Avec la loi de novembre 1977, nous avons donné une plus grande liberté aux parents de choisir l'éducation qu'ils veulent donner à leurs enfants.

C'était un choix conforme à la défense de la liberté et un devoir d'équité. Les 2 millions d'élèves et les 10 000 professeurs de l'enseignement privé méritaient qu'on leur donne les moyens de leur liberté.

Oui, nous avons mis en œuvre une ambitieuse politique pour réduire la dépendance énergétique de la France

La France a mené avec courage et résolution un vaste programme **d'équipement électronucléaire** : en 1985, la France pourra tirer de l'énergie nucléaire **55 % de son électricité.**

Dans le même temps, nous avons engagé **un vaste programme de recherche et de promotion des énergies nouvelles.**

Enfin, nous menons **une action efficace pour économiser l'énergie.**

La France est le pays qui produit le plus de richesses par unité d'énergie consommée.

Au total, la France a réduit sa dépendance énergétique vis à vis du pétrole de 66 % en 1973 à 53 % aujourd'hui.

Oui, sans nul doute, la **France a une politique énergétique volontariste.**

Si les autres pays avaient eu une attitude aussi ferme que celle de la France, le marché pétrolier mondial serait beaucoup moins tendu aujourd'hui.

Oui, nous avons une politique de la recherche et de l'innovation

La France se situe au 4e rang mondial en matière de recherche

En consacrant 1,8 % de sa richesse à la recherche, la France se situe dans le peloton de tête avec les Etats-Unis, le Japon et l'Allemagne.
Pour mieux préparer l'avenir, nous mettons en œuvre un « programme décennal de recherche ».

Oui, la France a su favoriser l'essor des industries nouvelles, aéronautique, espace, informatique, télécommunications...

L'aéronautique française a effectué un spectaculaire redressement, redonnant à notre pays une position de premier rang sur les marchés mondiaux.

Notre industrie nucléaire tient actuellement le premier rang mondial en dehors des Etats-Unis.

La France s'est donnée une véritable **industrie spatiale.**

Les télécommunications sont devenues une grande industrie exportatrice : la France est le premier pays du monde dans le domaine de la communication électronique qui constitue l'élément de base des télécommunications du futur.

Dans le domaine de **l'informatique,** la France peut maintenant se mesurer aux industries de pointe des Etats-Unis ou du Japon. Avec CII HB, nous avons aujourd'hui **la première entreprise européenne d'informatique.**

Dans les **secteurs stratégiques déterminants pour l'avenir** (la bureautique, les travaux sous-marins, les équipements économisants l'énergie) la France (avec le CODIS) s'est donné le moyen de favoriser le développement des entreprises sur le marché mondial.

Les industries agricoles et alimentaires se sont hissées au second rang de l'activité industrielle, derrière le bâtiment et les travaux publics. La France est devenue le second exportateur mondial de produits industriels agroalimentaires (et cette industrie regroupe 25 % de la population active).

La France, hier déficitaire, est aussi devenue le troisième exportateur mondial de produits agricoles ; la première nation agricole d'Europe.

Pour mieux préparer notre agriculture à l'avenir, en préservant nos exploitations familiales, nous avons adopté une **loi d'orientation agricole.** Et pour améliorer les conditions des agriculteurs dans un environnement agricole difficile, le Président de la République a toujours donné la priorité aux mesures de soutien de leur revenu.

Sur une scène politique tourmentée, la France, aujourd'hui, est-elle une nation forte ? Oui

Oui, la France est une nation respectée sur la scène mondiale.

Certes, les dernières années ont vu progresser l'impérialisme soviétique (au Vietnam, Cambodge, Laos, Ethiopie, Angola, Afghanistan...), mais la France — on ne peut en dire autant d'autres nations occidentales — a toujours su faire preuve de résolution.

La résolution ne se manifeste pas par le belliscisme verbal mais par des actes.

La détermination c'est, par exemple, lorsque à la demande d'un Etat africain, le gouvernement et le Président décident d'envoyer des troupes françaises à **Kolwezi.**

La détermination, c'est d'accomplir l'effort nécessaire pour la défense de la France. Un effort reconnu par nos alliés et qui nous permet de mener une politique étrangère indépendante et crédible.

Notre budget militaire, cette année, a été le seul en Europe à avoir augmenté de 3,5 % (en termes réels). Nous avons eu la volonté politique de redonner à la défense une priorité qu'elle avait relativement perdu avant 74.

Oui, la France est une nation présente et active sur la scène mondiale.

Par notre position privilégiée auprès de certaines nations, par notre volonté de développer le dialogue entre les pays d'Europe, d'Afrique et du Proche Orient, par notre effort d'aide aux pays en voie de développement (au 2e rang derrière les Etats-Unis), la France, qui est à l'origine de plusieurs initiatives diplomatiques importantes, joue, avec Valéry Giscard d'Estaing, un rôle de premier plan sur la scène mondiale.

Marché St Antoine
Avril 81.